

# Manifeste .

## Droits de l'enfant et produits chimiques

Pourquoi l'Union Européenne doit-elle renforcer la protection des droits de l'enfant dans sa législation sur les produits chimiques?

**PARCE QUE** l'exposition aux produits chimiques dangereux a de graves répercussions sur les enfants dans leur vie quotidienne, **causant des dommages irréversibles sur leur santé et leur bien-être.**

**PARCE QUE** l'exposition aux produits chimiques dangereux entraîne de **sévères violations des droits de l'enfant, tels que protégés par les accords juridiquement contraignants des Nations Unies et de l'Union européenne**, y compris leurs droits à la vie, à la santé, à la survie, à l'éducation, à jouer, à l'alimentation et à l'eau, à la non-discrimination ainsi qu'à l'intégrité physique.

**PARCE QUE** les enfants ne font pas seulement partie d'un groupe vulnérable, mais **sont aussi les détenteurs de droits individuels**. Ils doivent être protégés non pas parce qu'ils sont les "adultes de demain" ou les "générations futures", mais parce qu'**ils jouissent pleinement des droits humains aujourd'hui**, et doivent voir ces droits respectés.

**PARCE QUE** l'Union européenne, ses institutions et tous les États membres se sont **engagés à toujours prendre en considération l'intérêt supérieur de l'enfant**. Le respect des droits de l'enfant devrait guider la prise de décision en matière de législation européenne sur les produits chimiques.

**PARCE QUE** la contamination des enfants se produit continuellement dans le cadre de la législation européenne sur les produits chimiques actuellement en vigueur. **Ces lacunes en matière d'évaluation et de gestion de produits chimiques dangereux doivent être comblées de toute urgence.**

**PARCE QUE la législation de l'UE en matière de produits chimiques néglige gravement les droits de l'enfant** et doit être améliorée afin de garantir la reconnaissance et la protection de ces droits contre l'exposition aux substances dangereuses.

PARCE QUE l'UE a l'opportunité de rectifier le tir **en achevant son travail de révision législative, avec l'adoption de réglementations ambitieuses.** En adoptant des législations qui préviennent les violations des droits de l'enfant, l'UE se montrerait enfin à la hauteur de sa Stratégie pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques, ainsi que de sa Stratégie sur les droits des enfants.

PARCE QUE la révision des législations européennes sur les produits chimiques peut **renforcer la résilience des systèmes de santé dans toute l'UE et aboutir au renforcement de l'économie de l'UE.** L'utilisation de produits chimiques dangereux entraîne des coûts de santé importants. Le renforcement des règles relatives à l'évaluation et à la gestion des produits chimiques contribuerait à diminuer ces coûts actuellement supportés par les pouvoirs publics et par les familles.

PARCE QUE **le succès des politiques en matière de transition verte, de climat et de biodiversité dépend de l'adoption d'une législation ambitieuse sur les produits chimiques.** Les crises climatique, de la biodiversité et de la pollution par les produits chimiques sont irrémédiablement liées. Les politiques climatiques et de protection de la biodiversité doivent être accompagnées de lois ambitieuses pour des produits chimiques plus sûrs et éco-responsables. Les produits chimiques dangereux n'aideront pas la transition verte et l'économie circulaire; seuls les plus sûrs et les plus durables permettront d'y parvenir.

PARCE QUE si l'Union Européenne n'élimine pas efficacement les produits chimiques dangereux alors qu'elle en a la possibilité, l'UE, les États et les entreprises continueront à être responsables de la contamination irréversible des enfants, perpétrant ainsi de graves atteintes à leurs droits. C'est pourquoi **la protection des droits de l'enfant doit être une composante essentielle des accords internationaux et européens sur les produits chimiques, et des procédures judiciaires qui s'y rapportent.**

En 2024 et au-delà, les décideurs peuvent mettre fin à de graves violations des droits de l'enfant en s'engageant à œuvrer pour des normes européennes strictes en matière de produits chimiques. Chaque décideur doit faire ce qu'il peut pour offrir la meilleure vie possible aux enfants en Europe et ailleurs.

**Il est temps que les institutions européennes tiennent leurs promesses de défendre les droits de l'enfant et de mettre fin à l'exposition aux produits chimiques dangereux.**